



Article 1

1. Les personnes à charge des agents diplomatiques, consulaires, militaires, administratifs et techniques de chacune des Parties, affectés dans le territoire de l'autre Partie comme membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une représentation permanente auprès d'une organisation internationale ayant conclu un accord de siège avec l'Etat d'accueil et reconnu par celui-ci, sont autorisées à exercer une activité rémunérée dans le territoire de l'autre Partie, en conformité avec le présent Accord et sur la base du principe de la réciprocité.

2. Aux fins du Présent Accord, on entend par « agents diplomatiques, consulaires, militaires, administratifs et techniques » les membres des missions officielles ressortissant d'une Partie, excepté le personnel d'appui, affectés à une mission officielle dans une mission diplomatique, un poste consulaire ou une représentation permanente auprès d'une organisation internationale.

3. Aux fins du présent accord on considère des personnes à charge:

a) Le conjoint ou compagnon permanant;

b) Les enfants célibataires de moins de 21 ans;

c) Les enfants célibataires de moins de 25 ans étudiants dans une université ou un établissement d'études supérieures reconnu par les deux Parties;

d) Les enfants handicapés physiques ou mentaux célibataires.

Article 2

La personne à charge désirant exercer une activité rémunérée doit présenter, par écrit, par voie diplomatique, une demande officielle au protocole du Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Partie. La demande doit contenir l'information qui prouve la condition de personne à charge du postulant, ainsi qu'une brève description de l'activité rémunérée sollicitée. Après avoir vérifié si la personne répond aux conditions du Présent accord et accompi les procédures internes applicables, le protocole doit faire savoir à l'ambassade de l'autre Partie, par écrit et dans les meilleurs délais possibles, si la personne à charge est autorisée à exercer l'activité rémunérée. Par ailleurs, l'ambassade doit informer le protocole de l'Etat d'accueil de la conclusion de ladite activité rémunérée, ainsi qu'elle est dans l'obligation de soumettre toute autre nouvelle demande au cas où la personne à charge aurait décidé d'exercer une nouvelle activité rémunérée.

Article 3

Concernant les personnes à charge qui ont obtenu l'autorisation d'exercer une activité rémunérée et qui bénéficieraient des immunités de juridiction dans le territoire de l'Etat d'accueil, en application des articles 31 et 37 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ou de toute autre instrument international applicable:

a) il est entendu que la personne à charge ne bénéficiera pas d'immunité de la juridiction civile et administrative dans l'Etat d'accueil, pour des actions judiciaires intentées contre ladite personne en raison d'actes liés à l'exercice de l'activité rémunérée; et

b) il est entendu que l'Etat accréditant prendra en considération toutes les demandes de l'Etat d'accueil de renoncer à l'immunité de juridiction pénale de la personne à charge accusée d'avoir commis une infraction pénale dans le cours de l'activité rémunérée. Si l'Etat accreditant n'y renonce pas et, dans la perception de l'Etat d'accueil, l'affaire est considérée comme grave, l'Etat d'accueil pourra demander à ladite personne de quitter le pays.

Article 4

1. L'autorisation d'exercer l'activité rémunérée cesse dès que cesse son statut de personne à charge, à la date de l'accomplissement de ses obligations contractuelles ou, le cas échéant, lorsque la mission de l'agent ayant un lien avec la personne à charge se termine. La fin de l'autorisation prendra néanmoins en compte le délai raisonnable prévu par la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques. Celui-ci ne peut dépasser trois mois.

2. Tout contrat de travail que la personne à charge signera doit contenir une clause stipulant sa caducité au moment même où s'achève l'autorisation d'exercer cette activité rémunérée.

Article 5

L'autorisation pour qu'une personne à charge puisse exercer une activité remunerée en conformité avec le Présent Accord ne donnera pas à ladite personne le droit de continuer à exercer l'activité rémunérée ou à demeurer dans le territoire de l'autre Partie alors que la mission de l'agent lié à la personne à charge se termine.

Article 6

Rien dans le Présent Accord n'autorise la personne à charge à exercer un emploi que, au nom des lois de l'autre Partie, seuls des ressortissants de cet Etat peuvent excercer, ou qui affecte la sécurité nationale.

Article 7

Cet Accord n'implique pas la reconnaissance automatique des titres ou des diplômes obtenus à l'étranger. Cette reconnaissance ne se fera que conformément aux règles régissant ces questions dans le territoire de l'autre Partie. Dans le cas de professions dont l'accès est soumis à une réglementation particulière, la personne à charge doit satisfaire les mêmes exigences que celles imposées aux nationaux de l'autre Partie, candidats au même poste de travail.

Article 8

1. Les personnes à charge autorisées à exercer une activité rémunérée sont assujetties, dans le territoire de l'autre Partie, au paiement de tous les impôts sur le revenu dont la source est dans l'Etat d'accueil, retiré de l'exercice de l'activité rémunérée et selon les lois fiscales de ce pays.

2. Une personne à charge qui prend une activité rémunérée en conformité avec le Présent Accord est soumise au régime de sécurité sociale de l'Etat d'accueil.

Article 9

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du Présent Accord sera réglé entre les Parties par voie diplomatique.

2. Le présent Accord peut être modifié par échange de notes diplomatiques, les parties s'étant préalablement mises d'accord. Toute modification ainsi apportée entrera en vigueur suivant la procédure décrite à l'article 10.

Article 10

Le présent Accord entrera en vigueur 30 (trente) jours après la date de réception de la seconde notification des Parties informant de l'accomplissement de leurs procédures légales internes.

Article 11

Le Présent Accord restera en vigueur pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant le dénoncer par notification écrite, par voie diplomatique, informant de la décision de dénoncer le Présent Accord. Dans ce cas, le présent Accord prendra fin 90 (quatre-vingt-dix) jours après la date de la notification.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

Fait à Libreville, le 18 janvier 2010, en deux exemplaires originaux, en langue française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL	POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE GABONAISE
L'Ambassadeur du Brésil au Gabon S. E. Carlos Alberto Ferreira Guimarães	Le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de la Francophonie Paul Toungui

DECRETO Nº 8.043, DE 10 DE JULHO DE 2013

Promulga o Acordo sobre Isenção Parcial de Vistos entre a República Federativa do Brasil e a República da Guiana, firmado em Bonfim, em 14 de setembro de 2009.

A PRESIDENTA DA REPÚBLICA, no uso da atribuição que lhe confere o art. 84, caput, inciso IV, da Constituição, e

Considerando que a República Federativa do Brasil e a República da Guiana celebraram, em Bonfim, em 14 de setembro de 2009, o Acordo sobre Isenção Parcial de Vistos;

Considerando que o Congresso Nacional aprovou o Acordo por meio do Decreto Legislativo nº 407, de 23 de dezembro de 2011; e

Considerando que o Acordo entrou em vigor para a República Federativa do Brasil, no plano jurídico externo, em 30 de março de 2012, nos termos do parágrafo 1 de seu Artigo 8;

D E C R E T A :

Art. 1º Fica promulgado o Acordo entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República da Guiana sobre Isenção Parcial de Vistos, firmado em Bonfim, em 14 de setembro de 2009, anexo a este Decreto.

Art. 2º São sujeitos à aprovação do Congresso Nacional atos que possam resultar em revisão do Acordo e ajustes complementares que acarretem encargos ou compromissos gravosos ao patrimônio nacional, nos termos do inciso I do caput do art. 49 da Constituição.

Art. 3º Este Decreto entra em vigor na data de sua publicação.

Brasília, 10 de julho de 2013; 192º da Independência e 125º da República.

DILMA ROUSSEFF
José Eduardo Cardozo
Antonio de Aguiar Patriota

ACORDO ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL E O GOVERNO DA REPÚBLICA
DA GUIANA SOBRE ISENÇÃO PARCIAL DE VISTOS

O Governo da República Federativa do Brasil
e
O Governo da República da Guiana.
(doravante denominados as "Partes"),

Considerando o interesse em fortalecer as relações de amizade existentes entre ambos os países e o desejo de facilitar a entrada de nacionais de um país no território do outro,

Acordam o seguinte:

Artigo 1

1. Nacionais da República Federativa do Brasil e nacionais da República da Guiana que sejam titulares de passaportes comuns válidos poderão entrar, transitar, permanecer e sair do território do Estado da outra Parte, para fins de negócios, sem a necessidade de visto, pelo período de até noventa (90) dias, renovável por mais noventa (90), desde que a estada não exceda cento e oitenta (180) dias por ano.

2. Os nacionais da República Federativa do Brasil e da República da Guiana beneficiados por este Acordo não estarão autorizados, meramente em função deste Acordo, a exercer atividade empregatícia ou desenvolver atividade remunerada de qualquer natureza durante sua estada.

3. O visto de negócios mencionado neste Artigo aplica-se à visita de nacionais de uma Parte ao território do Estado da outra Parte, com o propósito de comparecer a reuniões de negócios, negociar contratos, discutir projetos, bem como outras atividades que não caracterizem trabalho remunerado ou emprego.

Artigo 2

Os portadores de passaportes válidos de ambas as Partes, conforme mencionado no Artigo 1 deste Acordo, poderão entrar, transitar e sair do território da outra Parte em todos os pontos abertos ao tráfego internacional de passageiros.

Artigo 3

1. A dispensa de visto introduzida pelo presente Acordo não exime os nacionais de uma das Partes da obrigação de cumprir as leis e os regulamentos em vigor no território do Estado da outra Parte relativos à entrada, permanência e saída de estrangeiros.

2. As Partes informar-se-ão, mutuamente, por via diplomática, com a mais breve antecipação, sobre qualquer mudança nas respectivas leis e regulamentos sobre o regime de entrada, permanência e saída de estrangeiros.

Artigo 4

As Partes readmitirão seus nacionais no território de seus respectivos Estados sem formalidades ou despesas adicionais.

Artigo 5

Este Acordo não prejudica o direito de as Partes negarem a entrada ou reduzirem a permanência em seu território de nacionais da outra Parte considerados indesejáveis.

Artigo 6

Por razões de segurança, ordem pública ou saúde pública, qualquer das Partes poderá suspender temporariamente a aplicação desde Acordo, integral ou parcialmente. A suspensão, bem como sua subsequente revogação, será notificada à outra Parte no mais breve prazo possível, por via diplomática.

Artigo 7

1. As Partes intercambiarão, por via diplomática, exemplares dos passaportes no prazo de até trinta (30) dias após a data de assinatura deste Acordo.

2. Em caso de modificação dos passaportes válidos, as Partes intercambiarão, por via diplomática, exemplares de seus novos passaportes, com informação pormenorizada sobre suas características e usos, com antecedência mínima de trinta (30) dias antes de sua entrada em circulação nos respectivos Estados.

Artigo 8

1. O presente Acordo entrará em vigor trinta (30) dias após a data da última notificação diplomática pela qual uma Parte informa a outra do cumprimento dos requisitos legais internos necessários para sua entrada em vigor.

2. O presente Acordo terá vigência indeterminada.

3. O presente Acordo poderá ser emendado por consentimento mútuo das Partes, por via diplomática. As emendas entrarão em vigor nos termos do parágrafo 1 do presente Artigo.

4. Qualquer das Partes poderá, a qualquer momento, notificar a outra, por via diplomática, de sua intenção de denunciar o presente Acordo. A denúncia surtirá efeito trinta (30) dias após a data da notificação.

5. Qualquer controvérsia relativa à interpretação ou implementação do presente Acordo será resolvida por negociação direta entre as Partes, por via diplomática.

Feito em Bonfim, em 14 de setembro de 2009, em dois exemplares originais, nos idiomas português e inglês, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

PELO GOVERNO
DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL

Celso Amorim
Ministro das Relações Exteriores

PELO GOVERNO
DA REPÚBLICA
DA GUIANA

Carolyn Rodrigues-Birkett
Ministra dos Negócios Estrangeiros

DECRETO Nº 8.044, DE 10 DE JULHO DE 2013

Dispõe sobre a elevação dos Vice-Consulados em Paso de Los Libres e Puerto Iguazú, na República Argentina, e Salto del Guairá, na República do Paraguai, em Consulados; converte o Consulado-Geral em Cobiya, no Estado Plurinacional da Bolívia, em Consulado.

A PRESIDENTA DA REPÚBLICA, no uso da atribuição que lhe confere o art. 84, **caput**, inciso IV, da Constituição, e tendo em vista o disposto nos arts. 27, inciso XIX, e 50 da Lei nº 10.683, de 28 de maio de 2003, e no art. 60 do Anexo I ao Decreto nº 7.304, de 22 de setembro de 2010,

D E C R E T A :

Art. 1º Ficam elevados à categoria de Consulado os Vice-Consulados do Brasil em Paso de Los Libres e Puerto Iguazú, na República Argentina.

Art. 2º Fica elevado à categoria de Consulado o Vice-Consulado do Brasil em Salto del Guairá, na República do Paraguai.

Art. 3º Fica convertido à categoria de Consulado o Consulado-Geral do Brasil em Cobiya, no Estado Plurinacional da Bolívia.

Art. 4º O Anexo I ao Decreto nº 1.018, de 23 de dezembro de 1993, passa a vigorar com as alterações constantes do Anexo a este Decreto.

Art. 5º Este Decreto entra em vigor na data de sua publicação.

Brasília, 10 de julho de 2013; 192º da Independência e 125º da República.

DILMA ROUSSEFF
Antonio de Aguiar Patriota

ANEXO

(Anexo I ao Decreto nº 1.018, de 23 de dezembro de 1993)

"ANEXO I

REPÚBLICA DA ARGENTINA

- Consulado-Geral em Buenos Aires;
- Consulado em Cordoba;
- Consulado em Paso de Los Libres;
- Consulado em Puerto Iguazú;
- Vice-Consulado em Bernardo de Irigoyen;
- Vice-Consulado em Posadas;

ESTADO PLURINACIONAL DA BOLÍVIA

- Consulado-Geral em Santa Cruz de la Sierra;
- Consulado-Geral em Cochabamba;
- Consulado em Cobiya;
- Consulado em Guayaramerin;
- Consulado em Puerto Suarez;

REPÚBLICA DO PARAGUAI

- Consulado-Geral em Assunção;
- Consulado-Geral em Ciudad del Este;
- Consulado em Salto del Guairá;
- Vice-Consulado em Concepción;
- Vice-Consulado em Encarnación;
- Vice-Consulado em Pedro Juan Caballero;

....." (NR)

Presidência da República

DESPACHOS DA PRESIDENTA DA REPÚBLICA

MENSAGEM

Nºs 285 e 286, de 10 de julho de 2013. Comunica à Câmara dos Deputados e ao Sendo Federal, respectivamente, que se ausentará do País nos dias 11 e 12 de julho de 2013, em viagem a Montevideú, República Oriental do Uruguai, por ocasião da Cúpula dos Chefes de Estado e de Governo do MERCOSUL.

Nºs 287, de 10 de julho de 2013.

Senhor Presidente do Senado Federal,

Comunico a Vossa Excelência que, nos termos do § 1º do art. 66 da Constituição, decidi vetar parcialmente, por contrariedade ao interesse público, o Projeto de Lei nº 268, de 2002 (nº 7.703/06 na Câmara dos Deputados), que "Dispõe sobre o exercício da Medicina".

Ouvidos, os Ministérios da Saúde, do Planejamento, Orçamento e Gestão, da Fazenda e a Secretária-Geral da Presidência da República manifestaram-se pelo veto aos seguintes dispositivos:

Inciso I do caput e § 2º do art. 4º

"I - formulação do diagnóstico nosológico e respectiva prescrição terapêutica;"

"§ 2º Não são privativos do médico os diagnósticos funcional, cinésio-funcional, psicológico, nutricional e ambiental, e as avaliações comportamental e das capacidades mental, sensorial e perceptocognitiva."

Razões dos vetos

"O texto inviabiliza a manutenção de ações preconizadas em protocolos e diretrizes clínicas estabelecidas no Sistema Único de Saúde e em rotinas e protocolos consagrados nos estabelecimentos privados de saúde. Da forma como foi redigido, o inciso I impediria a continuidade de inúmeros programas do Sistema Único de Saúde que funcionam a partir da atuação integrada dos profissionais de saúde, contando, inclusive, com a realização do diagnóstico nosológico por profissionais de outras áreas que não a médica. É o caso dos programas de prevenção e controle à malária, tuberculose, hanseníase e doenças sexualmente transmissíveis, dentre outros. Assim, a sanção do texto poderia comprometer as políticas públicas da área de saúde, além de introduzir elevado risco de judicialização da matéria.

O veto do inciso I implica também o veto do § 2º, sob pena de inverter completamente o seu sentido. Por tais motivos, o Poder Executivo apresentará nova proposta que mantenha a conceituação técnica adotada, porém compatibilizando-a com as práticas do Sistema Único de Saúde e dos estabelecimentos privados."

Os Ministérios da Saúde, do Planejamento, Orçamento e Gestão e a Secretaria-Geral da Presidência da República opinaram, ainda, pelo veto aos dispositivos a seguir transcritos:

Incisos VIII e IX do art. 4º

"VIII - indicação do uso de órteses e próteses, exceto as órteses de uso temporário;

IX - prescrição de órteses e próteses oftalmológicas;"

Razões dos vetos

"Os dispositivos impossibilitam a atuação de outros profissionais que usualmente já prescrevem, confeccionam e acompanham o uso de órteses e próteses que, por suas especificidades, não requerem indicação médica. Tais competências já estão inclusive reconhecidas pelo Sistema Único de Saúde e pelas diretrizes curriculares de diversos cursos de graduação na área de saúde. Trata-se, no caso do inciso VIII, dos calçados ortopédicos, das muletas axilares, das próteses mamárias, das cadeiras de rodas, dos andadores, das próteses auditivas, dentre outras. No caso do inciso IX, a Organização Mundial da Saúde e a Organização Pan-Americana de Saúde já reconhecem o papel de profissionais não médicos no atendimento de saúde visual, entendimento este que vem sendo respaldado no País pelo Superior Tribunal de Justiça. A manutenção do texto teria um impacto negativo sobre o atendimento à saúde nessas hipóteses."

Incisos I e II do § 4º do art. 4º

"I - invasão da epiderme e derme com o uso de produtos químicos ou abrasivos;

II - invasão da pele atingindo o tecido subcutâneo para injeção, sucção, punção, insuflação, drenagem, instilação ou enxertia, com ou sem o uso de agentes químicos ou físicos;"

Razões dos vetos

"Ao caracterizar de maneira ampla e imprecisa o que seriam procedimentos invasivos, os dois dispositivos atribuem privativamente aos profissionais médicos um rol extenso de procedimentos, incluindo alguns que já estão consagrados no Sistema Único de Saúde a partir de uma perspectiva multiprofissional. Em particular, o projeto de lei restringe a execução de punções e drenagens e transforma a prática da acupuntura em privativa dos médicos, restringindo as possibilidades de atenção à saúde e contrariando a Política Nacional de Práticas Integrativas e Complementares do Sistema Único de Saúde. O Poder Executivo apresentará nova proposta para caracterizar com precisão tais procedimentos."

Incisos I, II e IV do § 5º do art. 4º

"I - aplicação de injeções subcutâneas, intradérmicas, intramusculares e intravenosas, de acordo com a prescrição médica;

II - cateterização nasofaringeana, orotraqueal, esofágica, gástrica, enteral, anal, vesical, e venosa periférica, de acordo com a prescrição médica;"

"IV - punções venosa e arterial periféricas, de acordo com a prescrição médica;"

Razões dos vetos

"Ao condicionar os procedimentos à prescrição médica, os dispositivos podem impactar significativamente o atendimento nos estabelecimentos privados de saúde e as políticas públicas do Sistema Único de Saúde, como o desenvolvimento das campanhas de vacinação. Embora esses procedimentos comumente necessitem de uma avaliação médica, há situações em que podem ser executados por outros profissionais de saúde sem a obrigatoriedade da referida prescrição médica, baseados em protocolos do Sistema Único de Saúde e dos estabelecimentos privados."

Inciso I do art. 5º

"I - direção e chefia de serviços médicos;"

Razões dos vetos

"Ao não incluir uma definição precisa de 'serviços médicos', o projeto de lei causa insegurança sobre a amplitude de sua aplicação. O Poder Executivo apresentará uma nova proposta que preservará a lógica do texto, mas conceituará o termo de forma clara."

Essas, Senhor Presidente, as razões que me levaram a vetar os dispositivos acima mencionados do projeto em causa, as quais ora submeto à elevada apreciação dos Senhores Membros do Congresso Nacional.

CASA CIVIL
INSTITUTO NACIONAL DE TECNOLOGIA
DA INFORMAÇÃODESPACHO DO DIRETOR-PRESIDENTE
Em 10 de julho de 2013

Entidade: Autoridade Certificadora Serpro - AC SERPRO, vinculada à AC RAIZ
Processo nº: 00100.000017/2003-90

Acolhe-se o Relatório de Auditoria Operacional nº 022/2013 - AC SERPRO apresentado pela Diretoria de Auditoria, Fiscalização e Normalização, que apontou não-conformidades nos itens a seguir: DOC-ICP-01, item 2.1.3.1, DOC-ICP-02 itens 6.3; 9.2.2; 9.3.3.15; 9.3.3.6 e 12.2, DOC-ICP-05, itens 3.1.1.2; 4.6.4; 5.1.2; 5.1.4; 7.2.2 e Resolução 90, art. 3º. Defere-se a manutenção do credenciamento da AC SERPRO e AR SERPRO, condicionada a regularização das não-conformidades nos prazos definidos no Anexo-I do Relatório de Auditoria.

RENATO DA SILVEIRA MARTINI

CONSELHO DE GOVERNO
CÂMARA DE REGULAÇÃO DO MERCADO
DE MEDICAMENTOS
COMITÊ TÉCNICO-EXECUTIVO

DECISÃO Nº 1, DE 10 DE JULHO DE 2013

O SECRETÁRIO EXECUTIVO DA CÂMARA DE REGULAÇÃO DO MERCADO DE MEDICAMENTOS - CMED, no exercício da competência que lhe confere o inciso XII, do artigo 12 da Resolução CMED nº. 3, de 29 de julho de 2003, faz saber que o **COMITÊ TÉCNICO-EXECUTIVO** decidiu:

Nos autos do Processo Administrativo nº. 25351.592804/2008-39, de interesse da empresa UNICOM PRODUTOS HOSPITALARES S.A., CNPJ 38.054.979/0001-53, referente ao Recurso Administrativo interposto contra decisão da Secretaria-Executiva que impôs sanção pecuniária no valor de R\$ 212,82 (Duzentos e doze reais e oitenta e dois centavos) ante a apresentação de proposta de preço do medicamento **VITERGAN**, caixa com 30 unidades, acima do Preço Máximo de Venda ao Governo, acompanhar o Voto 06040/2012, de agosto de 2012, da Secretaria de Acompanhamento Econômico do Ministério da Fazenda, conhecendo do